



## *La commande*

La commande initiée par la Préfecture et la Direction Départementale de la Sécurité Publique de la Loire (DDSP42) a fait l'objet d'une convention entre l'université de Saint-Etienne et la Préfecture de la Loire. Elle a pris la forme d'une enquête dirigée par Pascal Vallet (sociologue MCF Université Jean Monnet-Centre Max Weber) avec Bérangère Ginhoux (docteure en Sociologie, UJM-CMW) et Jérôme Michalon (docteur en Sociologie, UJM-CMW) en collaborateurs.

Elle avait comme objet :

*« Evaluer et comprendre les attentes de la population de Montreynaud en matière de sécurité. Comprendre l'idée que se font les habitants de la délinquance et de la capacité des institutions à y répondre. »*

---

Malgré de nombreux dispositifs de soutien (ANRU, ZUS, Zone Franche Urbaine, politique immobilière, économique, etc.), en effet, le quartier reste bien souvent « stigmatisé », pointé du doigt comme un lieu où règnerait l'insécurité ce qui lui aurait valu d'être classé Zone de Sécurité prioritaire (ZSP). Or cette mauvaise réputation ne concorde pas avec le point de vue de la police pour qui, bien qu'il reste des problèmes à régler justifiant cette décision (trafics, « économie souterraine », etc.), le quartier est plutôt calme et les statistiques de délinquance plutôt en baisse. Et cette réputation ne concorderait pas non plus avec l'expérience des usagers et des habitants du quartier pour qui la sécurité n'apparaîtrait pas un comme un problème prioritaire mais qui, en bref, voudraient « avant tout du travail et des commerces ».

Pour tenter de mieux cerner les attentes des habitants, nous avons voulu répondre à quatre groupes de questions :

### 1. L'image du quartier

Puisque l'insécurité n'est pas patente dans le quartier, puisque les faits relevés par la police ne sont pas plus nombreux que dans d'autres quartiers stéphanois qu'ils soient périphériques ou centraux, comment se fait-il que le quartier pâtisse d'une si mauvaise réputation ? L'ambiance du quartier est-elle celle d'un quartier peu sûr, « dangereux », « violent », « abandonné par la ville et l'Etat », « communautariste », « difficile à vivre » où règne l'insécurité ou, au contraire « familial », « paisible » voire « beau » c'est-à-dire dans une situation où l'insécurité n'est pas le problème ?

## 2. L'expérience négative du quartier vécue par les habitants

L'expérience négative (vols, agressions, voitures brûlées) du quartier est-elle majoritaire ? Les habitants vivent-ils dans l'insécurité effective ? Si oui, quels habitants vivent dans l'insécurité ? Plus précisément, quelles expériences concrètes sont associées à ce sentiment ?

## 3. Les attentes des habitants en matière de sécurité et d'intervention sociale

Quelles sont les attentes envers la police, la perception de la police et celle de la ZSP ? La présence de la police sous forme de personnels embarqués dans des véhicules ou à pied a-t-elle des effets, un impact ? Celui-ci est-il positif ou négatif ? Quels dispositifs sont attendus ou, au contraire rejetés ? Quels types d'attitudes, d'action les habitants attendent-ils de la part des policiers ?

## 4. Les autres attentes des habitants

Les habitants ont-ils d'autres attentes que celles concernant la sécurité ? Si oui, lesquelles ? Mais surtout, en tant que sentiment, l'insécurité est-elle prioritaire sur d'autres formes d'inquiétudes ou de désagrément ?

### *L'enquête (avril-décembre 2013)*

1. Une première phase de l'enquête a été consacrée à la réalisation d'**observations de type exploratoire**. Elles ont permis de recueillir des données concernant l'ambiance du quartier ainsi que des données plus pratiques préparant la diffusion du questionnaire. Les premières ont majoritairement été réalisées sur le haut du quartier. Elles ont porté sur l'ambiance du quartier. Les secondes ont été réalisées sur le haut mais aussi dans d'autres espaces du quartier. Elles ont notamment permis de préparer la diffusion du questionnaire (découpage du quartier en zones, repérage des espaces d'affluence comme la place du marché ou la sortie des écoles, ciblage des bâtiments qui ne sont pas équipés d'interphones nous garantissant ainsi un accès plus facile lors de la passation du questionnaire, etc.). Dans l'ensemble cette phase d'observations nous a également permis de prendre contact avec des personnes ressources (habitants, commerçants, enseignants, CLJ...) qui nous ont aidés à diffuser des questionnaires auprès des familles et auprès des jeunes.

2. Lors de la deuxième phase de l'enquête nous avons conduit des **entretiens** semi-directifs qui ont permis de mettre en évidence des discours négatifs et positifs sur le quartier, sur l'insécurité, sur la délinquance, sur les populations qui habitent le quartier, sur les dispositifs de sécurité existants (policiers, bureau de police, vidéosurveillance) et sur les attentes et sur les priorités des habitants. Nous avons rencontré deux types de personnes : (1) les usagers du quartier, (2) les habitants du quartier. L'analyse de ces entretiens a permis de rédiger le questionnaire.

3. Enfin, la dernière phase de l'enquête a concerné la diffusion du **questionnaire** auprès de 390 d'habitants de Montreynaud. Ce questionnaire procure une image du quartier. Construit à partir des observations et des entretiens, il teste les représentations et les expériences vécues du quartier. Diffusé en face à face sur l'ensemble du quartier, il a aussi permis de recueillir les attentes des habitants et d'en mesurer d'une part et pour chacune d'elles le degré d'intensité et de prévalence, d'autre part, d'en évaluer les écarts avec les représentations qui ont concouru au classement du quartier en ZSP.

## *Les résultats*

Concernant la robustesse des résultats nous pouvons considérer qu'à partir d'une proportion de 52% obtenus dans un échantillon de 390 observations, la proportion estimée dans la population est comprise dans la fourchette (ou intervalle de confiance) :  $47\% < p < 57\%$ . L'erreur potentielle est donc de 5%. D'une manière plus générale, l'erreur maximum (atteinte pour une fréquence de 50%) sur cet échantillon est de 5%, ce qui caractérise sa précision. Ce résultat, établi au risque de 5%, est fondé sur la théorie des sondages aléatoires.

Exemple : pour 72% de réponses sur une modalité, on peut considérer qu'on a 95% de chances de ne pas se tromper en considérant que les résultats sont compris entre : 68% et 77%.

La représentativité de l'échantillon a été reconstituée après coup. Elle est satisfaisante sur la ventilation des enquêtés par zones, la variable sexe, l'âge (dans la limite de l'intervalle de confiance et pour les plus de 25 ans), la situation familiale, les PCS (emploi salarié), le statut de locataire ou de propriétaire.

### **L'image du quartier**

Les enquêtés ont une image plutôt positive de leur quartier qui est vu comme « bien situé » (72%), « familial » (59%), « attachant » (56%), « beau » (51%) et « paisible » (45%). Même s'il est jugé quelque peu « dégradé » (33%), « délaissé par la Ville et l'Etat » (41%) et « communautariste » (33%), 59% des enquêtés ne le trouvent pas « difficile à vivre » ; 58% ne le trouvent pas « violent » ; 66% ne le trouvent pas « dangereux ». Toutes variables agrégées, 55% des enquêtés ont une image positive du quartier. On remarquera que cette image va à l'encontre de la réputation du quartier.

### **Le sentiment d'insécurité**

L'analyse factorielle a ensuite permis de dégager trois groupes d'individus : « confiants », « mitigés », « inquiets ». Les individus « confiants » ou « peu inquiets » sont majoritaires sur le quartier puisqu'en fonction du mode de calcul, ils représentent entre 50 et 60% de l'échantillon. On constate aussi que les individus enclins à se représenter le quartier comme « peu sûr », les « inquiets », dépassent 20% de notre échantillon. On peut alors se demander ce que cette représentation « insécure » doit à l'expérience négative du quartier.

### **L'expérience négative du quartier**

- (1) D'une manière générale, on constate que la majorité des enquêtés déclare ne pas avoir expérimenté le quartier de manière négative sur les **cinq dernières années** (selon les indicateurs choisis : voiture brûlée, agressions, vols). Sans être négligeable, l'expérience négative du quartier n'est donc pas une expérience majoritaire.
- (2) Sur les trois types de faits, l'incendie de voiture est le plus marginal (5,4%), l'agression (verbale ou physique) (11,5%) plus présente, le vol (tout type de vol) étant l'expérience négative la plus partagée (19,5%). Il faut toutefois bien avoir à l'esprit que ces chiffres portent sur le souvenir d'un incendie de voiture, d'une agression ou d'un vol depuis cinq ans.
- (3) Compte tenu des résultats qui précèdent, on constate qu'il y a un lien très significatif entre le fait d'avoir été victime d'une manière ou d'une autre (dans les cinq dernières années) et celui d'être « méfiant, inquiet » c'est-à-dire d'être enclin à éprouver le sentiment d'insécurité.
- (4) Enfin, on constate que l'inclination à éprouver un « sentiment d'insécurité » correspond très largement à l'image que les habitants se font de leur quartier : les « confiants » ont une image positive du quartier, les « méfiants », une image négative, etc.

## **Ce que les habitants attendent de la police**

D'une manière générale, on doit noter que toutes les propositions ont recueilli l'adhésion de la majorité des enquêtés (plus de policiers à pied, de policiers en voiture et de policiers qui connaissent mieux les habitants, etc.), à l'exception des contrôles d'identité, dont la fréquence est jugée excessive par la plupart des enquêtés. Il y a, dans cette population, une aspiration au développement ou à l'intensification d'actions renforçant la sécurité mais, dans le détail, si l'on s'en réfère aux propositions qui suscitent le plus d'adhésion, on peut voir que c'est une action préventive et de proximité qui est plébiscitée.

## **Les autres attentes et sentiments des habitants du quartier**

D'une manière générale, les habitants regrettent : l'isolement relatif du quartier dont « on descend mais où on ne monte pas », le désœuvrement de nombre de « jeunes », la pauvreté, le manque de travail, les difficultés scolaires, le manque de commerces, la Poste absente au moment de l'enquête, la présence de guetteurs, l'absence des travailleurs sociaux « rarement visibles sur le terrain » ; on note aussi une méconnaissance des ressorts de l'action policière et publique... pour toutes ces raisons, malgré une ambiance plutôt « paisible » et « familiale », il y a chez de nombreux habitants mais plus encore chez ceux du « haut », un sentiment de relégation et d'abandon.

## ***Conclusion***

Un sentiment d'insécurité proche de celui des études nationales, pas de victimation patente mais une image négative qui se maintient par des mécanismes de distinction et qui ne correspond pas à l'image que les habitants se font de leur secteur du quartier. Pas de rejet massif de la police mais une demande de mesure dans l'action et que celle-ci assume (et donc respecte) son statut de fonctionnaire au service du public (« plus polis », « moins familiers », « plus justes »). Une des demandes principales des habitants reste que soient réglés les problèmes de vie quotidienne - car s'il y a bien l'attente que soit mise en place une police de proximité qui ne sera pas perçue négativement, les attentes en matière de sécurité sont, elles, surtout perçues comme moins prioritaires que d'autres problèmes, comme la présence de services publics ou non, la formation des jeunes, la lutte contre les discriminations, la problématique de l'emploi, le manque de commerces, etc.

Pascal Vallet  
Sociologue, Mcf, UJM-CMW